

Pour les migrants tunisiens, l'espace Schengen se ferme à Vintimille. Les entrées légales sur le territoire français revues à la baisse.

L'Élysée se crispe sur l'immigration

Au-delà du bras de fer diplomatique qui les oppose, la France et l'Italie sont au moins d'accord sur un point, aucun des deux pays ne veut de cette immigration tunisienne, devenue une véritable pomme de discorde. D'où ce commentaire lucide et amer de Bernard Valli, rédacteur en chef de la Repubblica, le principal quotidien de gauche italien: "Depuis plusieurs semaines, deux populismes s'affrontent en Europe offrant un spectacle pas très édifiant. Je dirais misérable. L'adjectif n'est pas trop fort car au centre de la dispute il y a ces réfugiés (...) qui arrivent tous les jours sur nos côtes après avoir vu souvent se noyer leurs enfants, leurs parents ou leurs amis dans la

Méditerranée", s'indigne le journaliste qui souligne que Nicolas Sarkozy comme Silvio Berlusconi agissent sous la pression de leurs extrêmes, le Front National dans l'opposition pour le premier, la Ligue du Nord au sein même du gouvernement pour le second. Submergée par ces flux de migrants qui s'entassent sur l'île de Lampedusa, l'Italie a tiré la sonnette d'alarme face à une situation, il est vrai, dramatique, en appelant à la solidarité de ses voisins. Si l'Union Européenne fournit une aide financière conséquente à un État membre pour assurer la gestion de ces arrivants, le gouvernement de Silvio Berlusconi attend que les autres pays européens, et particulièrement la France, le soulagent de ce fardeau en

ouvrant leurs portes à ces nouveaux migrants.

Le train de la discorde

Histoire de s'en débarrasser à peu de frais, l'Italie a donc accordé des permis de séjour temporaires aux plus de 20 000 migrants tunisiens arrivés dans le pays depuis janvier. Ce visa leur permet désormais de circuler à l'intérieur de l'espace Schengen et surtout de se rendre en France, destination tant convoitée par la majorité d'entre eux et pour laquelle ils ont pris tous les risques. Une décision qui agace l'Europe et fait bondir Paris qui voit non sans raison un signal désastreux adressé à tous ceux qui attendent le passage depuis la rive Sud.. Le ministre >>>

